

## **DE LA DICTATURE DES PARTIS AU POUVOIR PERSONNEL...**

Le conflit entre le général de Gaulle et les partis qui gouvernent l'opinion commence à prendre une tournure menaçante. Il faut bien reconnaître que le général est admirablement servi par les circonstances: l'anniversaire de son discours du 18 juin 1940 ne tombe-t-il pas en pleine crise politique, au moment où une dure tempête bouleverse la grenouillère démocratique en quête de gouvernants?

Ils n'ont vraiment pas de chance ceux des Français qui restent encore obstinément accrochés à l'idée gouvernementale. Durant les sept mois qu'a duré la honteuse farce du tripartisme première manière, nous avons assisté à un répugnant spectacle fait de toutes les turpitudes, de toutes les lâchetés, de toutes les trahisons dont peuvent être capables de médiocres politiciens qui ont conscience de n'être rien par eux-mêmes, mais de devoir tout au parti dont ils ne sont que les obscurs instruments. Pas un homme dans cette invraisemblable galerie de boudruches désopilantes, de raseurs sempiternels et d'odieuses têtes de Turcs dont les Bidault, les Gouin, les Thorez, les Duclos constituent le gratin - si l'on ose dire!

Elle n'est pas fauchée, la Marianne numéro 4, avec des prétendants pareils! Quoi d'étonnant si un jour, complètement dégoûtée par les pékins ventrus et mal léchés qui la harcèlent, l'œil allumé et le mufler avide, elle ne finit pas par lorgner du côté de quelque fringant général... On a déjà vu ça en France.

Du tripartisme numéro un au tripartisme numéro deux; de la farce au guignol; voilà où nous en sommes après deux ans de prétendue libération, deux ans de foire d'empoigne politicienne, deux ans durant lesquels les soi-disant républicains semblent s'être proposé de déconsidérer à jamais la République. Et puis, le général n'est-il pas républicain, lui aussi... Comme les deux Bonaparte?

Que signifie au fond le mot république? Rien par lui-même. Pris dans son sens étymologique, république, *res publica* veut simplement dire *État*. Un empire, une monarchie sont des républiques, et nous ne voyons pas pourquoi le général de Gaulle renoncerait au titre de républicain pour avoir prononcé dimanche un discours monarchiste. Car il ne faut pas s'y tromper: ce qu'il nous propose, c'est le retour à la Constitution de 1875, dont nul n'ignore qu'elle fut l'œuvre du monarchiste Mac Mahon ou de son entourage et qu'elle visait à préparer la restauration de la monarchie. On dira sans doute que cela n'a pas empêché la France de rester une république démocratique et parlementaire. Mais il ne faut pas oublier que le régime a eu avant 14 des défenseurs dont beaucoup ne valaient pas cher mais dont certains avaient du talent. L'objection, aujourd'hui, ne vaut plus, les hommes politiques d'aujourd'hui n'étant plus que les obscurs commis du parti, lequel est tout.

En tuant toute spontanéité dans le peuple, en rendant anachronique l'idée même d'action directe, d'organisation autonome et directe des producteurs, en faisant de tous les hommes des machines immatriculées et encadrées, en travaillant à rendre superflue la liberté elle-même parce qu'elle était devenue une hypothèse inutile aux yeux d'hommes de parti pour qui la prise du pouvoir résout tous les problèmes et excuse toutes les exactions, les politiciens ont dangereusement ouvert la voie au pouvoir personnel.

-----